

DOURDAN

Les militants de l'A 10 gratuite chez NKM



L'association A 10 gratuite, qui distribue des tracts aux automobilistes au péage de Dourdan, a été reçue hier au ministère de l'Écologie, du Développement durable et des Transports, à propos des nouvelles mesures concernant la voie rapide.

(LP/J.-B.B.)

Pas de nouvelles annonces mais des explications. Hier à 15 heures, les membres de l'association l'A 10 gratuite ont été reçus au ministère de l'Écologie, du Développement durable et des Transports.

Une rencontre organisée pour présenter officiellement les mesures proposées par la ministre Nathalie Kosciusko-Morizet (en médaillon) début décembre. Dès le printemps, les usagers de l'A 10 pourront emprunter des bus entre Les Ulis et Massy qui devraient circuler sur la bande d'arrêt d'urgence.

Moins 50% pour le covoiturage

« L'objectif est de rendre le bus plus attractif », affirmait en décembre la ministre, en précisant que des négociations étaient engagées pour élargir



Nathalie Kosciusko-Morizet.

(LP/DELPHINE GOLDSZTEIN)

l'autoroute et créer une vraie voie de bus. Les inconditionnels de la voiture profiteront de deux offres. Ceux qui choisissent le covoiturage auront une remise de 50 % sur le péage s'ils roulent entre 7 heures et 20 heures entre Dourdan et Les Ulis et s'ils sont au moins trois personnes à bord du véhicule. Les autres automobilistes paieront demi-tarif au-delà du 25^e passage mensuel entre Dourdan et Les Ulis.

« Tout ce qui concerne l'amélioration des transports collectifs est positif car notre région est sous-développée dans ce domaine. Mais nous sommes loin du compte. Car une infime partie des gens utilise le covoiturage ou le bus. La voiture reste le moyen privilégié pour aller travailler sur Paris. Et comme les gens ne finissent pas aux mêmes ho-

raires, c'est compliqué pour voyager ensemble », réagit Jean-Claude Lagron, président de l'A 10 gratuite. Et de rappeler leurs réclamations, vieilles de plusieurs années : « réduire le coût et la durée des trajets domicile-travail » et « réduire le trafic sur les axes secondaires en rendant l'A 10 plus attractive, autrement dit gratuite ».

Aujourd'hui, pour aller travailler, les habitants de la région doivent payer chaque matin et chaque soir 1,60 € au péage de Dourdan. « Les accords pris, grâce à l'implication de la ministre, ne sont pas des mesurette. On ne trouve pas ça sur d'autres concessions. Ce sont des baisses de tarifs conséquentes », estime-t-on au ministère. Un bilan sera proposé six mois après la mise en place des premières mesures dès février. « Nous n'attendrons pas pour essayer de faire avancer ce dossier », avance Jean-Claude Lagron.

M.O.